

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 27/05/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **METASYS FRANCE**

9 boulevard Edmond Michelet  
69008 Lyon

Références : UDR-SSDAS-26-169-AJ  
Code AIOT : 0006108738

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement METASYS FRANCE implanté 9 boulevard Edmond Michelet 69008 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METASYS FRANCE
- 9 boulevard Edmond Michelet 69008 Lyon
- Code AIOT : 0006108738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société METASYS est implantée dans un village d'entreprises dans le 8 arrondissement de Lyon, son activité principale de la société METASYS France est l'importation et la distribution de

dispositifs médicaux fabriqués en Autriche auprès des dépôts dentaires français qui les installent dans les cabinets dentaires publics ou privés. La société a connu un changement de direction en mars 2025 qui se situe toujours en Autriche.

L'activité sur le site de Lyon mobilise 2 personnes :

- Mme RAMOS : Responsable d'exploitation - Attachée commerciale ;
- M. BEROUD : un technico-commercial qui évolue sur le territoire national et sur le territoire belge, présent sur site un jour par semaine

Parallèlement à cette activité, la société METASYS propose aux dentistes la collecte des déchets d'amalgames dentaires. Ces déchets contiennent du mercure, entre autres métaux.

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Demande d'action corrective	2 mois
7	Traçabilité – état des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
8	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 29/08/2014, article 2	Sans objet
4	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9	Sans objet
6	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation présente quelques lacunes vis-à-vis de la réglementation ICPE, notamment l'absence de moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ

d'incendie, de plan de défense incendie, d'une organisation de rondes, d'une organisation relative à la gestion du retour d'expérience.

En conséquence, l'exploitant devra réaliser les actions correctives suivantes :

- installer, dans un délai de 3 mois, un dispositif permettant à la personne désignée de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie tel que défini dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023;
- définir les consignes et organiser des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables dans un délai de 3 mois tel que défini à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023;
- définir et mettre en œuvre dans un délai de 2 mois une organisation relative à la gestion du retour d'expérience tel que défini à l'article R.512-69 du code de l'Environnement;
- réaliser, dans un délai de 3 mois, un plan de défense incendie tel que défini dans l'article 5 de l'AM du 22/12/2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/08/2014, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Le tableau des installations autorisées ou déclarées de l'établissement exploité par la société METASYS FRANCE à LYON 8ème, figurant au point 1.3.1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2009 susvisé est abrogé et remplacé par le tableau suivant:			
Rubriques	Désignation de la rubrique	Capacités	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation: 4 tonnes	A

	installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant: 1. Supérieure ou égale à 1t		
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.  Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000m <sup>3</sup>	Stockage de palette neuves: 2m <sup>3</sup>	NC
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).  Le stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une	Liquide de désinfection de surface, soit: Ceq: 0,054m <sup>3</sup>	NC

	représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10m <sup>3</sup>		
A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)			
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède à l'enlèvement des bacs d'amalgames dentaires par campagnes, au seuil de 4 tonnes. Les deux derniers enlèvements ont eu lieu en juin 2024 (20 palettes, 3,9t) et en mars 2026 (23 palettes, 3,77t). Ces déchets contiennent en moyenne 50 % de mercure et 50 % d'un alliage d'argent, cuivre, étain et zinc. Le règlement (UE) 2024/1849 du 13 juin 2024 interdit depuis le 1er janvier 2025 l'utilisation des amalgames dentaires mercuriels, sauf nécessité médicale absolue, et en prévoit l'interdiction totale à horizon 2030. La présence de mercure dans les déchets d'amalgames est donc appelée à diminuer progressivement. L'exploitant a mis en place une procédure de collecte des bacs d'amalgame par « Big Box », transmise à l'inspection, qui n'appelle pas de remarque particulière.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 2 : Détection et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent. Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

<p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la suite d'une mise en demeure notifiée en 2022, l'exploitant a installé un système de détection automatique et d'alarme incendie, contrôlé en 2023 puis en 2024. L'arrêté de mise en demeure a été levé en 2024.</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence de quatre détecteurs de fumée et d'une alarme incendie de type 4. Toutefois, les vérifications périodiques annuelles de ces détecteurs n'ont pas été réalisées depuis 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'article 3 de l'arrêté du 22 décembre 2023 impose que la personne désignée par l'exploitant pour assurer la surveillance, en l'espèce Mme RAMOS, dispose de moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>Or, l'installation ne dispose d'aucun dispositif de ce type. Cette obligation s'applique dès lors que le volume de stockage dépasse 10 m<sup>3</sup>, ce qui est le cas en l'espèce, excluant ainsi le régime dérogatoire applicable aux petits îlots de stockage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant fera réaliser dans un délai d'un mois les vérifications périodiques annuelles des détecteurs de fumées et mettra en place dans un délai de 3 mois un dispositif permettant à la personne désignée de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 3 : Rondes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.</p> <p><b>I.</b> L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p><b>II.</b> L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <p>- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points</p>

d'observation ;- la formation du personnel concerné ;- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les déchets arrivent uniquement le matin et que le site est fermé le vendredi après-midi. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de présence permanente sur le site et qu'aucune ronde n'est actuellement réalisée. Aucune consigne concernant les rondes n'a été définie par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit définir les consignes et organiser des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables dans un délai de 3 mois. Cette ronde doit être réalisée dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. Les justificatifs de réalisation des rondes sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Petits îlots

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Petit îlot :</b> zone contenant des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :  - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m <sup>3</sup> si elle est « située dans un bâtiment ouvert ou fermé », et à 30 m <sup>3</sup> sinon ;- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes. I. « Un bâtiment ouvert ou fermé » ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots « pour l'ensemble des entreposages extérieurs.
<b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas constaté de petits îlots lors de la visite sur site.



L'inspection n'a pas constaté de petits îlots lors de la visite sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Organisation liée au REX**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du REX
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place une organisation relative à la gestion du retour d'expérience en vue de répondre à l'obligation de déclarer tout événement (accident ou incident) à l'inspection des installations classées et de les analyser.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de 2 mois, définir et mettre en œuvre une organisation relative à la gestion du retour d'expérience, notamment en réalisant les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• collecter et centraliser en interne les situations dégradées. (exemples : registre papier, tableur informatique, extraction logiciel dédié, etc) ;</li> <li>• analyser les situations relevant d'un incident ou d'un accident visés au R. 512-69 du code de l'environnement ;</li> <li>• définir les mesures correctives à mettre en place et suivre leur déploiement (registre/tableau de suivi des mesures correctives mise en place/en cours de mise en place)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

**N° 6 : Stockage des batteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

« Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718 ou 2790 sont soumises aux dispositions suivantes » .

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, « conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau », et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. « Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu. »

**Constats :**

L'exploitant ne stocke pas de batterie sur son installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Traçabilité – état des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un logiciel de gestion des stocks permettant de déterminer les quantités stockées en volume par application d'un filtre dédié. Toutefois, deux lacunes ont été relevées. D'une part, au jour de l'inspection, un retard d'un mois était constaté dans l'enregistrement des entrées de déchets, imputable selon l'exploitant à un changement de comptable.

D'autre part, le logiciel renseigne les stocks en volume uniquement, sans conversion en poids. Or,

les seuils de la rubrique 2718 sont définis en poids, ce qui rend le suivi actuel insuffisant pour justifier du respect des seuils réglementaires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant demandera dans un délai d'un mois à son intégrateur logiciel d'ajouter une colonne poids permettant d'assurer le suivi de la quantité en poids.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Présence du plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets,</li> </ul>

des silos et cuves fermés et fixes. »
<b>Constats :</b>  En l'absence de tout plan de défense incendie, l'exploitant ne satisfait pas aux exigences de la réglementation ICPE en matière de lutte contre l'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit réaliser un plan de défense incendie tel que défini dans l'article 5 de l'AM du 22/12/2023 et le transmettre dans un délai de 3 mois à l'inspection ainsi qu'au SDMIS. Ce plan de défense incendie devra être mis à disposition à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois